

Intervention de François Soulage, président du Collectif ALERTE à l'ouverture de la conférence de presse d'ALERTE le 13 mars 2018

Les propositions d'Alerte qui seront présentées aujourd'hui ont été portées dans les différents groupes de travail par les différentes associations du collectif, présentes dans ces groupes. A l'heure qu'il est, nous n'avons pas connaissance des rapports dans leur rédaction finale, et donc nous ne pouvons pas dire si nos propositions ont été reprises.

Avant la publication de ces rapports, puis celle du délégué interministériel nous tenons à rappeler trois choses

- Les enfants pauvres vivent dans des familles pauvres. Ces familles ont des problèmes de logement, de revenus, d'emploi, de santé qui sont les causes ou les conséquences de leur situation. On ne peut donc préparer des mesures pour les enfants sans s'occuper de la situation des familles dans lesquelles ils vivent. Nous avons les mêmes questions concernant les jeunes. Un jeune en précarité est souvent hors de sa famille qui ne peut plus le soutenir ou parce que la situation à l'intérieur de la famille était devenu trop difficile. Là encore on ne peut traiter les jeunes hors d'un contexte global.
- Beaucoup de droits existent pour vivre décemment, il n'y a pas besoin d'en créer de nouveaux, mais les inégalités fondamentales se trouvent dans l'accès de chacun à ses propres droits. C'est le sous-titre de notre communiqué : « que chacun puisse accéder aux droits communs » et cela implique aussi par exemple le droit d'asile et le droit pour chacun de fuir la grande pauvreté.

Nous sommes ici en face d'une obligation de moyens et toutes les propositions qui vont vous être présentées vont dans ce sens. Nous ne voulons plus de proclamation de bonnes intentions ou de principe mais nous voulons la mise en œuvre de moyens concrets pour l'exercice de ces droits.

- Depuis le début du quinquennat nous avons connu des mesures fiscales favorables aux plus fortunés dans l'espoir d'un ruissellement des plus riches vers les plus pauvres auquel nous ne croyons pas et qui n'a jamais été observé.

Pour dégager les ressources nécessaires à cette politique qui coûte cher aux finances publiques à travers en particulier l'instauration d'une « flat tax » et la suppression de l'ISF, le gouvernement a pris des mesures visibles d'économie d'argent public : la très forte diminution des emplois et la baisse des APL en ont été les plus visibles, mais d'autres mesures ont eu également un impact important sur le pouvoir d'achat comme l'augmentation des taxes sur l'essence qui touche la majorité des français utilisant leur voiture tous les jours, la hausse des taxes sur le tabac, la hausse de la CSG qui touche des retraités alors que la baisse de la taxe d'habitation se fait attendre enfants à nos clients par la hausse du prix de l'énergie qui a fait lourdement les plus pauvres. On nous promet une politique du « logement d'abord », en même temps, les ressources des bailleurs sociaux en les obligeant à diminuer leurs loyers. Certes il y a des baisses de cotisations sociales et la hausse par exemple de l'allocation aux adultes handicapés mais ceci est loin de compenser cela.

D'autres mesures ont également touché les associations, comme la circulaire Collomb qui attaque directement l'attitude des associations.

Nous disons au Président de la République qui a lancé la concertation sur la stratégie de lutte contre la pauvreté le 17 octobre, que le compte n'y est pas. Certes la stratégie est en route mais quand verrons-nous les résultats ? Une stratégie n'est ni une loi, ni un plan, ni un budget. Elle n'a pas de calendrier et nous ne connaissons pas les moyens mis en œuvre.

Nous disons au Président de la République que s'il ne veut pas être le « Président des riches », il a, là, une occasion de le démontrer. Ce qui nous importe n'est pas le premier de cordée mais, comme tout montagnard que je suis, le dernier de cordée. C'est lui qui imprime le rythme afin que toute la cordée avance et que personne ne reste au bord du chemin. C'est cela que nous voulons.

Ceci étant dit, nos propositions se veulent globales et systémiques, en essayant d'éviter un catalogue de mesures. Elles concernent toutes les personnes en précarité ou en risque de précarité, c'est pourquoi nous mettons l'accent sur la prévention. Mais elles vont toutes dans la même direction : « le droit de vivre décemment ».

Nous avons choisi cinq thèmes qui justifient une politique d'investissement social et non simplement d'obtenir de nouveaux moyens financiers.

À l'issue de cette intervention nous ne devons pas oublier les migrants. Je veux dire au-delà des réfugiés tous ceux qui dans notre pays sont présents sans droit de séjour. Je pense en particulier aux personnes non expulsables. Nous demandons la régularisation de toutes ces personnes qui ont une présence sur le territoire de plus de deux ans et qui ont fait des efforts réels d'intégration.

Dans deux jours aura lieu la remise des rapports des groupes de travail, puis aura lieu la présentation de la stratégie par le Président de la République. Nous ne manquerons pas alors de reprendre la parole pour dire ce que nous pensons de cette stratégie.